

BILAN au 30 juin 2016

<u>A C T I F</u>	30 juin 2016 EUR	31 décembre 2015 EUR
A. ACTIF CIRCULANT		
I. Créances et autres actifs		
1. Créances envers les entreprises liées		
a) découlant du placement de produits sur opérations d'émission	9 453 100 094,49	11 502 884 854,81
- dont celles à échéance résiduelle à plus d'un an : 4 224 267 403,82 EUR (année précédente : 4 685 641 548,90 EUR)		
b) Autres créances	1 993 010,47	2 528 800,40
- dont celles à échéance résiduelle à plus d'un an : 0,00 EUR (année précédente : 0,00 EUR)		
2. Autres actifs	9 746 442 870,55	12 457 643 687,07
- dont ceux à échéance résiduelle à plus d'un an : 7 799 582 458,55 EUR (année précédente : 8 486 037 792,87 EUR)		
- dont les sociétés affiliées		
9,746,383,432.55 EUR (année précédente : 12,457,625,359.99 EUR)		
	<u>19 201 535 975,51</u>	<u>23 963 057 342,28</u>
 B. <u>IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS</u>	 39 736,01	 35 703,24
 C. ACTIF FIDUCIAIRE		
Créances	4 920 119 260,66	5 004 705 533,48
- dont celles à échéance résiduelle à plus d'un an : 2 241 269 546,58 EUR (année précédente : 3 398 643 272,25 EUR)		
- dont les sociétés affiliées		
4,920,119,260.66 EUR (année précédente : 5,004,705,533.48 EUR)		
	<u><u>24 121 694 972,17</u></u>	<u><u>28 967 798 579,00</u></u>

<u>P A S S I F</u>	30 juin 2016 EUR	31 décembre 2015 EUR
A. CAPITAUX PROPRES		
I. Capital social	25 564,59	25 564,59
II. Report du bénéfice	1 137 724,99	1 008 056,34
III. Bénéfice du 1er semestre	<u>51 263,78</u>	<u>129 668,65</u>
	1 214 553,36	1 163 289,58
 B. PROVISIONS		
I. Provisions pour retraites et obligations similaires	253 210,22	240 578,22
II. Provisions pour impôts	0,00	0,00
III. Autres provisions	<u>356 820,00</u>	<u>514 500,00</u>
	610 030,22	755 078,22
 C. DETTES		
I. Dettes de certificats émis	9 453 100 094,49	11 502 884 854,81
- dont celles à échéance résiduelle à moins d'un an : 5 228 832 690,67 EUR (année précédente : 6 817 243 305,91 EUR)		
- dont les sociétés affiliées		
9,453,100,094.49 EUR (année précédente : 11,502,884,854.81 EUR)		
II. Dettes fournisseurs	46 693,50	244 638,56
- dont celles à échéance résiduelle à moins d'un an : 46 693,50 EUR (année précédente : 244 638,56 EUR)		
III. Dettes envers les entreprises liées	212 326,10	416 739,00
- dont celles à échéance résiduelle à moins d'un an : 212 326,10 EUR (année précédente : 416 739,00 EUR)		
IV. Autres dettes	9 746 392 013,84	12 457 628 445,35
- dont celles à échéance résiduelle à moins d'un an : 1 946 800 974,00 EUR (année précédente : 3 971 590 652,48 EUR)		
- dont dettes fiscales : 8 581,29 EUR (année précédente : 3 085,36 EUR)		
- dont les sociétés affiliées		
9,746,383,432.55 EUR (année précédente : 12,457,625,359.99 EUR)		
	<u>19 199 751 127,93</u>	<u>23 961 174 677,72</u>
 D. DETTES FIDUCIAIRES		
Certificats	4 920 119 260,66	5 004 705 533,48
- dont ceux à échéance résiduelle à moins d'un an : 2 678 849 714,08 EUR (année précédente : 1 606 062 261,23 EUR)		
- dont les sociétés affiliées		
4,920,119,260.66 EUR (année précédente : 5,004,705,533.48 EUR)		
	<u><u>24 121 694 972,17</u></u>	<u><u>28 967 798 579,00</u></u>

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EFFEKTEN GMBHFRANCFORT SUR-LE-MAINCOMPTE DE RÉSULTATPOUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER 2016 AU 30 JUIN 2016

	du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016 EUR	du 1er janvier 2015 au 30 juin 2015 EUR
1. Produits du marché à options	7 015 823 140,03	6 705 917 003,49
2. Charges du marché à options	7 015 823 140,03	6 705 917 003,49
3. Produits du marché à certificats	8 182 654 981,30	7 014 765 033,00
4. Charges du marché à certificats	8 182 654 981,30	7 014 765 033,00
5. Autres produits d'exploitation	1 471 089,50	2 306 526,91
6. Charges de personnel		
a) Salaires et traitements	114 194,23	89 321,40
b) Charges sociales et charges de retraites et de prévoyance dont charges de retraites 12 632,00 EUR (semestre 2015: 17 135,44 EUR)	34 148,98	37 628,21
7. Autres charges d'exploitation	1 251 485,10	2 086 878,13
8. Autres intérêts et produits assimilés	0,39	80,64
- dont ceux découlant des entreprises liées : 0,00 EUR (semestre 2015: 80,64 EUR)		
9. Intérêts et charges assimilées	2 844,68	8 923,28
- dont ceux découlant des entreprises liées : 2 821,63 EUR (semestre 2015: 8 923,28 EUR)		
10. Résultat de l'activité courante	68 416,90	83 856,53
11. Impôts sur le revenu et sur les bénéfices	17 153,11	23 151,95
- dont impôts différés actifs : 4 032,77 EUR (semestre 2015: 3 619,25 EUR)		
12. Bénéfice de la période du 1er janvier au 30 juin 2016	51 263,78	60 704,58

**Société Générale Effekten GmbH
Francfort sur-le-Main**

**Annexe aux comptes
pour le premier semestre de l'exercice 2016
Comptes intermédiaires au 30.06.2016**

Explications des comptes intermédiaires au 30 juin 2016 et autres indications

Les comptes semestriels de la Société Générale Effekten GmbH au 30 juin 2016 ont été établis, conformément aux règles comptables du code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch, « HGB ») et aux dispositions complémentaires de la loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée (Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, « GmbHG »), en respectant les principes de comptabilité régulière.

1. Principes d'établissement et d'évaluation des comptes annuels

Les créances sont inscrites à leur montant nominal plus les intérêts régularisés. Les dettes non couvertes par des opérations de couverture sont inscrites au montant de leur règlement.

Le calcul des impôts différés repose sur des différences temporaires entre les postes du bilan considérés d'après les principes du droit commercial et du droit fiscal conformément au § 274 du HGB. Les impôts différés actifs, inscrits au bilan pour un montant de 39 736,01 EUR, résultent exclusivement de différences temporaires entre la valeur des provisions pour retraites comptabilisée d'après le droit commercial et d'après le droit fiscal. Le taux d'imposition utilisé pour le calcul des impôts différés est de 31,93 %.

Les provisions pour retraites ont été évaluées au montant de règlement s'imposant sur la base d'une appréciation commerciale raisonnable (§ 253 I 2 du HGB), d'après les principes actuariels et en tenant compte des tableaux de référence 2005 G. Elles sont comptabilisées de manière forfaitaire à leur valeur actualisée au taux de marché moyen correspondant à une échéance résiduelle de 15 ans (§ 253 II 2 du HGB). La méthode des unités de crédit projetées a été utilisée comme méthode d'évaluation actuarielle. Pour le calcul des provisions pour retraites, on a utilisé comme paramètres un taux d'actualisation de 3,89 % (4,62 % au 1^{er} semestre 2015), une dynamique des salaires de 2,90 % (2,90 % au 1^{er} semestre 2015) et une dynamique des retraites de 1,90 % (1,90 % au 1^{er} semestre 2015). Les effets découlant de variations des taux d'intérêt sont inscrits dans le résultat d'exploitation, au poste « Charges sociales et charges de retraite ». Les autres provisions avec une échéance résiduelle à moins d'un an ne sont pas comptabilisées à leur valeur actualisée et sont inscrites au passif au montant de règlement s'imposant sur la base d'une appréciation commerciale.

Les primes d'options sont inscrites au poste Autres actifs ou Autres dettes jusqu'à l'exercice ou l'expiration des warrants correspondants. Au moment de l'exercice ou de l'expiration des warrants, elles sont inscrites dans le compte de résultat, au poste « Produits du marché à options » ou « Charges du marché à options ».

Les certificats émis sont inscrits, jusqu'à échéance, au poste Dettes de certificats émis. Ils sont couverts par des opérations de couverture de sens contraire qui figurent au poste Créances envers les entreprises liées.

Les dettes découlant de certificats et de warrants émis ainsi que les opérations de couverture inscrites au poste Créances et autres actifs ont été regroupées en unités d'évaluation et inscrites au passif aux coûts d'acquisition ou à l'actif à hauteur du produit de l'émission. Il s'agit en l'occurrence de micro-couvertures parfaites. Une évaluation bilancielle consécutive conformément au § 254 du HGB n'a pas lieu suite à la qualification en tant qu'unité d'évaluation. Autrement dit, les variations de valeur se compensant ne sont pas inscrites au bilan par application, dans ce contexte, de la méthode appelée « net hedge presentation method » (§ 285 n°19 b et c du HGB et § 285 n°23 a et b du HGB). Des dotations aux provisions pour créances et autres actifs n'ont pas été nécessaires.

Les dettes découlant de l'émission de certificats et de warrants sont couvertes d'une manière générale par des instruments financiers caractérisés par la concordance des échéances, libellés dans les mêmes devises et identiques en termes de risque de prix.

Les dettes non regroupées en unités d'évaluation sont inscrites au passif au montant de leur règlement. Il s'agit en l'occurrence des « Dettes fournisseurs » et des « Dettes envers les entreprises liées ». Le poste correspondant pour ces dettes dans le compte de résultat s'intitule « Autres charges d'exploitation ».

À la date d'arrêté des comptes, le portefeuille de warrants et de certificats émis est entièrement protégé contre des variations des cours du marché par des opérations de couverture conclues avec l'associée.

De plus, la société agit dans le cadre d'un contrat fiduciaire avec l'associée unique Société Générale S.A., Paris.

Les instruments financiers correspondants figurent aussi bien à l'actif du bilan, au poste « Actif fiduciaire », qu'au passif, au poste « Dettes fiduciaires ».

Les certificats émis dans le cadre d'opérations fiduciaires sont couverts par des opérations de couverture inscrites au poste du bilan Actif fiduciaire. L'inscription au bilan de ces opérations se fait aux coûts d'acquisition.

2. Indications concernant le bilan

Des **créances envers les entreprises liées** existent envers l'associée pour un montant de 9 454 347 KEUR (10 407 837 KEUR au premier semestre 2015) et envers la succursale Société Générale Francfort sous la forme d'un avoir en compte d'un montant de 746 KEUR.

Les **autres actifs** comprennent essentiellement les options OTC acquises par l'associée pour couvrir les warrants émis. Ils s'élèvent à 9 746 443 KEUR (contre 13 438 028 KEUR au premier semestre 2015).

Les **créances fiduciaires**, d'un montant de 4 920 119 KEUR (contre 4 873 483 KEUR au premier semestre 2015), correspondent aux capitaux transmis à l'associée et provenant de plusieurs certificats émis pour celle-ci.

Les **autres provisions** résultent essentiellement de provisions pour les frais d'émission ainsi que les frais de vérification des comptes et de conseil. Elles s'élèvent à 357 KEUR (contre 416 KEUR au premier semestre 2015).

Les **dettes fiduciaires**, d'un montant de 4 920 119 KEUR (contre 4 873 483 KEUR au premier semestre 2015), sont liées à l'émission de certificats en nom propre et pour le compte de tiers.

Les certificats (émissions) en devises étrangères sont inscrits au passif du bilan, aux postes « Dettes de certificats émis » et « Dettes fiduciaires – Certificats » pour un montant total de 96 947 KEUR (4 189 KEUR après conversion AUD/EUR, 9 279 KEUR après conversion CAD/EUR, 490 KEUR après conversion CHF/EUR et 82 989 KEUR après conversion USD/EUR). Les opérations de couverture correspondantes sont inscrites pour le même montant à l'actif du bilan, aux postes « Créances découlant du placement de produits sur opérations d'émission » et « Actifs fiduciaires – Créances ». La conversion des devises appliquée au bilan a lieu dans le cadre de la constitution d'unités d'évaluation (méthode appelée « net hedge presentation method ») le jour de la comptabilisation au cours de change historique, en tenant compte des conditions figurant dans le prospectus de l'émission concernée. Les fluctuations de change sont sans incidence sur le compte de résultat en raison de la couverture des risques de change.

Les **warrants (émissions) en devises étrangères** sont inscrits au passif du bilan, au poste « Autres dettes » pour un montant total de 2 022 141 KEUR (138 946 KEUR après conversion GBP/EUR et 1 883 195 KEUR après conversion SEK/EUR). Les opérations de couverture correspondantes sont inscrites pour le même montant à l'actif du bilan, au poste « Autres actifs ». La conversion des devises appliquée au bilan a lieu dans le cadre de la constitution d'unités d'évaluation (méthode appelée « net hedge presentation method ») le jour de la comptabilisation au cours de change historique, en tenant compte des conditions figurant dans le prospectus de l'émission concernée. Les fluctuations de change sont sans incidence sur le compte de résultat en raison de la couverture des risques de change.

Les dettes / dettes fiduciaires, d'un montant respectif de 19 997 751 KEUR / 4 920 119 KEUR, sont essentiellement des dettes envers les entreprises liées (24 119 815 KEUR).

Ventilation des créances et des dettes par échéance					
en KEUR	Montant total	Échéance résiduelle inférieure à un an	Échéance résiduelle de 1 à 5 ans	Échéance résiduelle supérieure à 5 ans	
Créances					
- Créances du placement de produits sur opératic	9.453.100	5.228.833	2.240.077	1.984.190	
- Autres créances	1.993	1.993			
- Créances fiduciaires	4.920.119	2.678.850	2.076.389	164.880	
Autres actifs	9.746.443	1.946.860	4.169.285	3.630.298	
Dettes					
- Dettes de certificats émis	9.453.100	5.228.833	2.240.077	1.984.190	
- Dettes fournisseurs	47	47			
- Dettes envers les entreprises liées	212	212			
- Dettes fiduciaires	4.920.119	2.678.850	2.076.389	164.880	
Autres dettes	9.746.392	1.946.810	4.169.285	3.630.298	
- dont impôt	7	7			

3. Indications concernant le compte de résultat

Le compte de résultat est établi d'après la méthode du coût total.

Les **autres produits d'exploitation** concernent essentiellement la prise en charge des frais par l'associée.

Les **autres charges d'exploitation** se composent essentiellement des frais d'émission, des frais juridiques et de conseil ainsi que des frais de bourse.

Les **impôts sur le revenu et sur les bénéfices** concernent le résultat de l'activité courante.

Ils s'élèvent à 17 KEUR (contre 23 KEUR au premier semestre 2015), dont 4 KEUR correspondent aux impôts différés.

4. Indications concernant l'activité d'émission

Toutes les émissions sont couvertes entièrement par la conclusion d'options OTC de mêmes caractéristiques ou par le placement de produits sur opérations d'émission auprès de la Société Générale S.A., Paris.

La juste valeur des produits dérivés financiers ainsi que des obligations avec produits dérivés incorporés se calcule au moyen des valeurs marchandes ; sur les marchés illiquides, l'évaluation se fait sur la base de modèles internes. Ces modèles d'évaluation internes sont testés régulièrement par des spécialistes du service des risques de la Société Générale S.A., Paris. Les instruments financiers dérivés, similaires aux warrants, sont évalués par la Société Générale S.A., Paris, à l'aide de modèles de prix d'option communément reconnus.

Dans le cas d'un marché actif, on utilise les prix cotés par les bourses, les courtiers et les agences chargées de la fixation des prix.

Le jour de l'arrêté des comptes, le type, l'étendue et les justes valeurs des opérations de couverture sur les marchés dérivés se présentent de la manière suivante : la Société détient 35 520 options OTC d'une valeur marchande de 6 511 millions d'euros pour la couverture de warrants sur actions et sur indices, 3 573 options OTC d'une valeur marchande de 496 millions d'euros pour la couverture de warrants sur devises, 3 107 options OTC d'une valeur marchande de 3 942 millions d'euros pour la couverture de warrants sur matières premières et 4 116 options OTC d'une valeur marchande de 917 millions d'euros pour la couverture de warrants sur taux d'intérêt.

En outre, la Société détient 39 623 certificats d'une valeur marchande de 11 187 millions d'euros, opérations fiduciaires comprises.

La valeur comptable des warrants énumérés ici s'élève à 9 746 millions d'euros au 30 juin 2016 et figure au poste du bilan Autres dettes. La valeur comptable des certificats émis s'élève à 14 373 millions d'euros au 30 juin 2016 et se répartit entre les postes du bilan Dettes de certificats émis et Dettes fiduciaires.

5. Indications concernant les honoraires comptabilisés comme charges au cours du premier semestre de l'exercice 2016

Les honoraires versés pour la vérification des comptes et comptabilisés comme charges au premier semestre de l'exercice 2016 se chiffrent à 50 KEUR.

6. Indications concernant les membres des organes de la Société et ses collaborateurs

Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société au premier semestre de l'exercice 2016 :

Monsieur Jean-Louis Jégou, employé de banque diplômé, Francfort sur-le-Main
Monsieur Helmut Höfer, avocat, Francfort sur-le-Main (à partir du 16 février 2016)
Monsieur Rainer Welfens, diplômé en gestion d'entreprise, Francfort sur-le-Main

Les gérants actuels Monsieur Jean-Louis Jégou, Monsieur Helmut Höfer et Monsieur Rainer Welfens sont des employés de la Société Générale S.A., succursale Francfort sur-le-Main.

Pour le premier semestre de l'exercice 2016, des charges d'un montant de 11 KEUR pour la rémunération des gérants ont été répercutées sur la Société Générale Effekten GmbH.

La Société comptait en moyenne 2 employés au premier semestre de l'exercice 2016.

En tant qu'entreprise axée sur le marché des capitaux, la Société a été dotée d'un comité d'audit conformément au § 264d du HGB. Ce comité se compose des membres suivants :

Monsieur Peter Boesenberg (Président)
Monsieur Dimitri Brunot
Monsieur Achim Oswald
Monsieur Rainer Welfens
Madame Heike Stuebban

7. Affiliation au groupe

Jusqu'en décembre 2015, la maison mère de la Société Générale Effekten GmbH était la Société Générale S.A. Paris. À la date d'arrêté des comptes, le 30.06.2016, la succursale Société Générale Francfort détient une participation de 100 % au capital de la Société Générale Effekten GmbH.

La Société Générale Francfort a pour maison mère la Société Générale S.A., Paris. L'indication de la publication des comptes consolidés de la Société Générale S.A., Paris, est signalée en France au « Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires (BALO) », sous la rubrique « Publications Périodiques » (R.C.S : 552 120 222).

Les comptes consolidés sont disponibles sur le site Internet www.socgen.com.

Francfort sur-le-Main, le 31 août 2016

La Direction

Société Générale Effekten GmbH

Jean-Louis Jégou

Helmut Höfer

Rainer Welfens

**Société Générale Effekten GmbH
Francfort sur-le-Main**

**Rapport de gestion
pour le premier semestre de l'exercice 2016**

A. Situation de la Société

La Société Générale Effekten, filiale à 100 % de la Société Générale Francfort, a pour objet l'émission de warrants et de certificats qui sont vendus entièrement à la maison mère Société Générale S.A., Paris, à la Société Générale Option Europe S.A., Paris, à la succursale de la Société Générale à Madrid ainsi qu'à l'inora LIFE Limited, Dublin. Toutes les parties contractantes sont des filiales à 100 % de la Société Générale S.A. ou la maison mère elle-même.

En raison de l'instauration du « passeport européen » avec lequel l'approbation des prospectus par l'autorité de surveillance compétente (Office fédéral de surveillance des services financiers, BaFin) n'est désormais nécessaire qu'une seule fois, la Société peut introduire ses produits sur différentes bourses de l'Union Européenne (notamment à Madrid, Milan, Paris, Luxembourg, Londres, Stockholm, Helsinki). En cas de cotation sur une bourse d'un pays n'étant pas membre de l'Union européenne, l'approbation relève de l'autorité de surveillance compétente du pays en question.

Après l'achat par les parties contractantes susmentionnées, les émissions sont placées dans un deuxième temps auprès d'acheteurs finaux par la Société Générale S.A., Paris. Par conséquent, il n'en résulte aucune influence sur la situation économique de l'émettrice.

B. Rapport économique

I. Conditions générales pour le premier semestre de l'exercice 2016

La croissance économique en Allemagne reste soutenue au premier semestre de l'exercice 2016, même si elle n'est plus aussi dynamique. Comparée à la zone Euro, elle est toutefois supérieure à la moyenne. Ceci a des effets positifs sur l'évolution du marché du travail et sur l'emploi assujéti à l'assurance sociale obligatoire. L'économie mondiale enregistre une croissance modérée. Ainsi, la récession au Brésil semble s'atténuer et même la Chine annonce une croissance certes encore élevée mais en ralentissement.

Après avoir atteint un plancher historique à la mi-janvier 2016, le prix du pétrole s'est certes redressé mais il reste encore à un niveau relativement bas, qui a des effets positifs sur la conjoncture. Les conditions de financement encore favorables, suite aux mesures de politique monétaire prises par d'importantes banques centrales, ont elles aussi un impact positif sur la conjoncture.

Le référendum sur le Brexit a entraîné de vives turbulences sur les marchés des actions. Les actions bancaires en particulier se sont retrouvées sous pression suite à cette décision et les risques liés au commerce extérieur ont par conséquent augmenté. En outre, quelques indicateurs avancés signalent un affaiblissement de l'économie du Royaume-Uni.

La migration des réfugiés fuyant les régions syriennes en guerre a sensiblement diminué, mais elle continue malgré tout de peser sur les budgets publics et la situation des communes. L'intégration des réfugiés dans la société et sur le marché de l'emploi représente un autre grand défi.

La complexité des réglementations et de la surveillance s'est poursuivie en 2016 (règlements relatifs aux fonds propres, exigences détaillées à l'égard des systèmes de gestion des risques; obligations de fournir fréquemment des renseignements). Cette complexité est due essentiellement à l'harmonisation européenne et à son application aux entreprises opérant à l'échelle internationale. Afin de garantir l'uniformité des normes de surveillance bancaire, un mécanisme de surveillance uniforme a été créé. La majeure partie des réglementations et règles de procédure valables en Allemagne est désormais déterminée de plus en plus par un contexte européen.

Les variations des grandeurs de base (cours des actions et de change, indices, etc.) allant de pair avec l'évolution économique jouent un rôle central pour les attentes des investisseurs et sont par conséquent déterminantes pour la conception de produits d'émission dans le domaine des warrants et certificats.

Au vu de tous les faits cités, la Direction évalue positivement les effets du développement économique sur la Société, si bien que l'augmentation de l'activité d'émission entamée en 2015 pourra se poursuivre aussi au deuxième semestre de l'exercice 2016. L'objectif est d'améliorer la position de l'entreprise par rapport à ses concurrents sur le marché.

En ce qui concerne l'introduction de nouveaux produits au cours du premier semestre de l'exercice 2016, la Société a réagi rapidement à la volatilité des marchés en en émettant de nouveaux et en adaptant ceux qui existent déjà.

II. Évolution des affaires

L'activité d'émission a légèrement augmenté par rapport au premier semestre 2015. Ainsi, on a pu enregistrer une augmentation des émissions de presque 9,4 % au premier semestre de l'exercice 2016.

Au premier semestre de l'exercice 2016, 90 383 warrants ont été émis au total (contre 74 359 au 1^{er} semestre 2015).

En outre, 22 402 produits de certificats ont été émis (contre 28 765 au 1^{er} semestre 2015). En l'occurrence, il s'agit toujours essentiellement de certificats de type Bonus et Discount.

III. Situation de l'actif, des résultats et situation financière

a) Situation de l'actif

Le total du bilan a diminué de 4 846 millions d'euros par rapport à son montant à la date d'arrêté des comptes, le 31.12.2015, et se chiffre à présent à 24 122 millions d'euros. Le bilan, qui est constitué essentiellement du poste des titres émis et de leurs opérations de couverture, affiche des valeurs variant en fonction de l'activité d'émission.

Les variations du poste de l'actif net résultent uniquement du remboursement des frais d'émission encourus, convenu dans le cadre d'une réglementation « cost plus » avec la société mère.

Le capital social de la Société s'élève toujours à 26 KEUR. En outre, la Société dispose de bénéfices reportés d'un montant de 1 138 KEUR (contre 1 008 KEUR au 1^{er} semestre 2015). Les capitaux propres de la Société ont augmenté du montant du bénéfice net généré au cours du premier semestre de l'exercice, soit 51 KEUR (contre 61 KEUR au 1^{er} semestre 2015) et s'élèvent à présent à 1 215 KEUR (1 094 KEUR au 1^{er} semestre 2015).

Toutes les créances sont dues à la Société par l'associée unique. Des risques de défaillance en dehors du groupe Société Générale n'existent pas.

Les dettes sont essentiellement justifiées par l'émission de certificats et de warrants.

b) Situation des résultats

Les produits de la vente des warrants et des certificats émis sont toujours identiques aux charges de l'achat des opérations de couverture correspondantes si bien que la Société ne réalise aucun bénéfice à partir de son activité d'émission.

Les fluctuations de change sont sans incidence sur le compte de résultat en raison de la couverture des risques de change.

Les charges de personnel ainsi que les autres charges d'exploitation sont répercutées sur la Société Générale S.A., Paris, sur la base d'une réglementation « cost plus ».

De par sa conception, la Société ne peut donc pas enregistrer de déficit annuel, indépendamment de son chiffre d'affaires.

c) Situation financière et de trésorerie

La nature et l'exécution des activités de la Société sont conçues de manière à garantir une situation financière toujours équilibrée.

Les dettes découlant de l'émission de certificats et de warrants sont couvertes d'une manière générale par des instruments financiers caractérisés par la concordance des échéances, libellés dans les mêmes devises et identiques en termes de risque de prix.

Les opérations ayant une incidence sur les flux financiers concernent les émissions et leurs opérations de couverture, le règlement des charges de personnel et d'autres charges d'exploitation ainsi que leur répercussion sur la Société Générale S.A., Paris.

En raison du remboursement intégral par la société mère de tous les frais supportés lors de l'émission, la Société dispose de liquidités suffisantes et est en mesure d'honorer toutes ses obligations de paiement.

À la date d'arrêté des comptes, le 30.06.2016, la Société dispose de liquidités d'un montant de 746 KEUR.

IV. Indicateurs de performance financiers / non financiers

Compte tenu du fait que la Société a uniquement une fonction d'émission, les indicateurs de performance financiers ne sont pas pertinents.

La gestion interne de la Société s'effectue essentiellement au moyen des systèmes et des procédures de contrôle de la société mère. Dans le cadre de l'augmentation de l'efficacité opérationnelle, la société mère s'efforce d'adapter en permanence les systèmes et processus de contrôle.

Il n'y a pas d'autres indicateurs de performance non financiers pour la Société.

C. Rapport sur l'évolution future de l'entreprise ainsi que ses opportunités et ses risques

I. Évolution probable de l'entreprise (rapport prévisionnel)

Deuxième plus grand marché de warrants/certificats au monde, l'Allemagne est au cœur de la stratégie de croissance de la Société Générale. Dans le cadre d'un projet d'élargissement de l'activité d'émission, la Société Générale Effekten GmbH entend encore consolider sa position sur le marché.

La Direction s'attend, également pour la suite de l'exercice 2016, à une augmentation supplémentaire de l'activité d'émission. Les automatisations du processus d'émission déjà entamées en 2015, les élargissements des capacités allant de pair et l'augmentation de l'efficacité du processus d'émission contribueront aussi au deuxième semestre de l'exercice à satisfaire cette attente. De plus, dans un environnement de marché volatil, il faut s'attendre à une augmentation du volume d'émissions supplémentaires de warrants Turbo en cas de violation des barrières. À ceci s'ajoute le fait que les conséquences à long terme du Brexit sur les marchés sont difficilement prévisibles.

Comme ces dernières années, la Société offrira, au deuxième semestre 2016 aussi, un large éventail de produits dans le domaine des warrants et des certificats.

Compte tenu de sa politique rigoureuse de couverture des risques, la Société réalisera, au deuxième semestre de l'exercice 2016, un résultat positif et d'un montant comparable à celui du semestre écoulé. Elle ne connaîtra pas de difficultés de trésorerie.

II. Rapport de risques

La situation de risque de la Société est marquée par la structure transparente de ses activités et par son étroite affiliation au groupe Société Générale. Une propre gestion des risques ou un contrôle interne de la Société n'est pas nécessaire étant donné que tous les risques encourus sont transférés à la société mère dans le cadre d'une « garantie globale ».

Les risques susceptibles de survenir au deuxième semestre de l'exercice 2016 sont les suivants :

Risques de contrepartie

La Société n'est pas soumise à des risques de règlement étant donné que les paiements découlant de la vente des titres émis et de l'achat des opérations de couverture ainsi que les paiements liés à l'exercice de titres se compensent toujours mutuellement. Les créances découlant d'opérations de sens contraire finalisées sont

dues exclusivement par la société mère Société Générale S.A., Paris. La solvabilité de cette dernière et de ses filiales est déterminante pour l'évaluation des risques de la Société.

Risques du marché

Tous les risques du marché découlant de warrants et de certificats émis sont entièrement couverts par des opérations de couverture conclues avec la Société Générale S.A, Paris. Par conséquent, la Société n'est pas soumise à des risques de variation des prix, ni à des risques de change pas plus qu'à des risques de variation du taux d'intérêt.

Risques d'illiquidité

La surveillance quotidienne des flux de paiement ainsi que l'étroite concertation avec les services de back-office à Paris garantissent que la Société soit à tout moment en mesure d'honorer ses obligations de paiement. Compte tenu de l'affiliation de la Société au groupe Société Générale, aucun risque d'illiquidité n'est relevé actuellement.

Risques opérationnels

Pour la surveillance et le contrôle des risques opérationnels, la Société Générale S.A., Paris, a développé des processus et des systèmes qui sont utilisés par la Société Générale Effekten GmbH. Ceux-ci reposent essentiellement sur le principe de la surveillance permanente. Les processus sont documentés dans des applications prévues spécialement à cet effet et sont évalués d'après des critères prédéfinis afin d'exclure des pertes découlant de risques opérationnels. En font aussi partie les mesures prises dans le cadre du plan de continuité des activités (PCA) pour maintenir le déroulement parfait des affaires en cas de perturbations de l'infrastructure. Les processus externalisés dans les centres de service à Bangalore et à Bucarest sont soumis aux mêmes règles et principes que ceux valables pour la Société Générale Effekten GmbH. Le respect des processus prédéfinis est garanti par le biais de comités standardisés et d'indicateurs clés de processus (Key Process Indicators, KPI).

Les mesures et processus décrits ici ont permis de garantir que la Société n'a pas été soumise, au cours du premier semestre 2016, à des risques opérationnels, notamment à :

- des risques liés au non-respect des exigences prudentielles
- des risques liés aux technologies de l'information
- des risques d'externalisation
- des risques de fraude.

Aucune variation essentielle des risques n'a été constatée par rapport à l'année précédente. Actuellement, aucun risque susceptible de compromettre la poursuite de l'activité de la Société n'est relevé.

La présentation de la conception de nouveaux produits décrite dans le rapport d'opportunités ne révèle ni des risques existants ni de nouveaux risques.

Les relations de couverture entre les certificats et warrants émis ou les opérations de sens contraire sont toujours représentées de manière totalement symétrique.

III. Rapport d'opportunités

La Société a conçu une stratégie d'entreprise destinée à identifier suffisamment tôt les opportunités s'offrant à elle, à les évaluer en utilisant son système de gestion des risques ou l'estimation des ressources et à les exploiter en prenant des mesures appropriées pour sa réussite. À cet effet, un « New Product Committee » (NPC) chargé de la conception de nouveaux produits est convoqué, tous les services impliqués dans le processus d'émission y soumettant leurs exigences et allocations de ressources.

Les facteurs pris en compte en l'occurrence sont tous ceux qui sont pertinents pour la Société tels que les marchés, la situation concurrentielle, l'orientation stratégique, l'organisation existante, le personnel, le potentiel technique du back-office en matière d'exécution ainsi que les volumes traités.

La Direction s'attend à une augmentation supplémentaire de l'activité.

L'exposé des opportunités décrites ici n'a aucune incidence essentielle sur la situation de risque de la Société.

D. Systèmes de contrôle interne et de gestion des risques pour le processus de présentation des comptes

Le système de contrôle interne (Internal Control System, ICS) et le système de gestion des risques (Risk Management System, RMS) appliqués au processus de présentation des comptes comprennent les principes, les méthodes et les mesures pour garantir l'efficacité et la rentabilité du processus comptable mais aussi le respect des dispositions juridiques déterminantes et pour assurer la couverture des risques et la représentation d'unités d'évaluation. Ils garantissent que les actifs et les dettes soient inscrits, présentés et évalués avec exactitude dans les comptes.

La garantie des contrôles est assurée par des applications mises à disposition par le Groupe, de manière centralisée.

Des contrôles de l'Audit interne effectués périodiquement ainsi que la correction de lacunes constatées contribuent également à une surveillance plus efficace.

Responsabilités dans l'ICS et le RMS appliqués pour la présentation des comptes

La Direction dirige l'entreprise sous sa propre responsabilité et travaille en collaboration avec les autres organes de la Société, sur une base de confiance et pour le bien de l'entreprise. C'est à elle qu'incombe notamment l'entière responsabilité de l'établissement des comptes annuels.

La Direction assure en son âme et conscience que les comptes annuels donnent une image de l'actif, de la situation financière et des résultats de la Société correspondant à la situation réelle, conformément aux principes comptables à appliquer.

La Direction détermine, sous sa propre responsabilité, l'étendue et l'orientation de l'ICS et du RMS conçus spécifiquement pour la Société et prend des mesures pour perfectionner ces systèmes et les adapter aux modifications des conditions générales.

Les systèmes de valeurs appliqués depuis des années dans tous les pays où le groupe Société Générale est présent et par conséquent aussi au sein de la Société Générale Effekten GmbH - tels que notamment le Code de conduite mais aussi les règles de conformité - servent de base à une action responsable de la part également des collaborateurs en charge du processus de présentation des comptes.

Les collaborateurs de la Société doivent suivre une fois par an, dans le cadre d'un programme d'apprentissage assisté par ordinateur, un cours sur le blanchiment des capitaux et les règles de conformité.

Malgré toutes les mesures mises en place dans le cadre de l'ICS et du RMS dans le but de réduire les risques, même les systèmes et processus appropriés et opérationnels ne peuvent pas fournir une garantie absolue quant à l'identification et la gestion des risques. La responsabilité du processus comptable et en particulier du processus d'établissement des comptes annuels est assumée par le service Comptabilité. Celui-ci est soutenu par les services de back-office de la Société Générale S.A. Paris, notamment en ce qui concerne l'évaluation d'instruments financiers et les créances.

Les systèmes informatiques nécessaires pour le processus comptable sont mis à disposition par la société mère.

Un comité d'audit, constitué de 5 personnes (1 employé de la Société Générale Effekten GmbH et 4 employés de la succursale de la Société Générale à Francfort) à la date de clôture des comptes, a été créé pour soutenir la Direction lors du processus de présentation des comptes. Ce comité se penche au moins une fois par an – en particulier à la clôture des comptes – sur l'évolution de la situation financière, de l'actif et des résultats de la Société. Dans le cadre du processus de clôture des comptes, l'approbation des comptes annuels incombe à l'associé. Pour remplir ces tâches, les comptes annuels, y compris la proposition de la Direction concernant l'affectation des bénéfices ainsi que le rapport provisoire du commissaire aux comptes, sont remis au comité d'audit. En outre, les membres du comité d'audit reçoivent, une fois par trimestre, un rapport récapitulatif sur l'activité d'émission et la présentation des comptes.

Organisation et composants du système de contrôle interne et du système de gestion des risques appliqués pour la présentation des comptes

Les transactions devant être exécutées par la Société Générale Effekten GmbH sont saisies de manière centralisée par un service de back-office de la société mère à Paris qui entre les données correspondantes dans les applications existantes spécifiques au produit. Les marchés conclus (contrats) sont saisis dans les applications et validés en respectant le principe du double contrôle.

La comptabilité fournisseurs est effectuée à Bangalore par la Société Générale Global Solution Centre Private Limited (filiale à 99 % de la Société Générale S.A., Paris).

Les prestations de services à fournir sont fixées pour la Société Générale Effekten GmbH dans l'accord de service conclu entre la Société Générale S.A., succursale de Francfort, et la Société Générale Global Solution Centre Private Limited, Bangalore.

Les documents comptables scannés sont saisis et comptabilisés à Bangalore ; les employés de la Société se chargent des autorisations et des validations de paiement.

La production du reporting du siège social et celle du reporting financier à la Banque fédérale allemande sont effectuées à Bucarest par la Société Générale European Business Services S.A. (filiale à 99,95 % de la Société Générale S.A., Paris).

Les prestations de services à fournir sont fixées pour la Société Générale Effekten GmbH dans l'accord de service client conclu entre la Société Générale S.A., succursale de Francfort, et la Société Générale European Business Services SA, Bucarest.

La comptabilité de la Société Générale Effekten GmbH continue à être gérée sur le serveur central à Paris sur lequel toutes les données comptables de la Société Générale Effekten GmbH sont traitées et enregistrées.

La surveillance quotidienne des comptes de caisse courants par les employés de la Société à Francfort sert à garantir leur bonne comptabilisation ainsi que le traitement des processus y faisant suite dans les centres de service. Pour cela, on recourt en ligne, via l'intranet, aux informations stockées dans la zone « Comptabilité » concernant l'activité de la société en général et les faits comptables en particulier. L'encadrement technique du système concernant l'établissement des comptes est externalisé et confié à la filiale responsable des technologies de l'information (IT) dans le groupe SG.

La surveillance incombe à la société mère. Les processus d'encadrement technique dans l'unité centrale de suivi sont réglementés dans des directives de travail. La sauvegarde et l'archivage des stocks de données de systèmes d'application sont effectués sous la responsabilité de la société mère. Les délais de conservation des données fixés par la loi sont respectés. Des plans de continuité des activités en cas d'urgence sont mis à jour et surveillés par les employés de la Société. Les systèmes centraux de sauvegarde des données pour le macroordinateur ainsi que les réseaux de sauvegarde pour le domaine « Open Systems » servent de base essentielle à la sauvegarde des données. Celles-ci sont dupliquées par redondance à Paris.

La protection nécessaire face aux accès non autorisés ainsi que le respect de la séparation des fonctions lors de l'utilisation des systèmes d'application de la Société pertinents pour la présentation des comptes sont garantis notamment par le concept des profils de postes de travail ainsi que par les processus pour la création de tels profils. À l'aide d'un système développé spécialement à cet effet, des personnes habilitées pour cela au sein de la Société attribuent les profils de postes de travail aux différents services de back-office à Paris ainsi qu'aux employés des centres de service à Bangalore et à Bucarest et les surveillent.

Documentation des processus

Les documentations des processus sont préétablies pour la Société, celle-ci étant une filiale de la Société Générale Paris S.A.. Elles sont récapitulées dans le « manuel Accounting & Finance ». À cet égard, les contrôles automatisés, garantissant l'exactitude de la saisie des données, constituent l'élément principal des processus documentés.

Les principales procédures du processus comptable sont énumérées dans l'application « Global Permanent Supervision (GPS) ». Celle-ci contribue à compléter le processus de documentation et, en cas d'audits internes, à fournir un instrument approprié pour garantir le processus de présentation des comptes.

Mesures d'actualisation continue de l'ICS et du RMS

Dans le cadre du développement de l'ICS et du RMS, la Société a réalisé des projets et des mesures supplémentaires qui ont contribué à renforcer ces systèmes. Ceci comprenait notamment la vérification des processus en rapport avec l'établissement des résultats mensuels ainsi que leur enregistrement dans une cartographie des processus.

De plus, d'autres processus pertinents ont été progressivement enregistrés sur la base de la documentation réalisée jusque-là puis transférés dans le processus normal de l'ICS et du RMS.

En cas de modifications des prescriptions légales et des réglementations concernant la présentation des comptes, il faut examiner celles-ci afin de déterminer si elles ont des conséquences sur le processus de présentation des comptes, et si oui, lesquelles. Le traitement des contenus est assuré par le service comptable local de la Société. En cas de modifications ou de nouvelles dispositions ayant des effets importants sur l'exécution des processus de présentation des comptes, la cartographie actuelle des processus sera complétée en conséquence. Ce faisant, toutes les mesures telles que les adaptations informatiques, les processus de travail, les instructions de comptabilisation, etc. seront analysées et mises en application en conséquence dans les services de back-office à Paris ainsi que dans les centres de service externalisés à Bangalore et à Bucarest, et seront surveillées et contrôlées par les employés de la Société à Francfort.

E. Événements ultérieurs à la date d'arrêté des comptes

Aucun événement d'importance particulière pouvant avoir des conséquences sur l'actif, la situation financière et les résultats de la Société ne s'est produit après la clôture du premier semestre de l'exercice 2016.

Francfort sur-le-Main, le 31 août 2016

La Direction

Société Générale Effekten GmbH

Jean-Louis Jégou

Helmut Höfer

Rainer Welfens

Tableau des flux de trésorerie

	30/06/2016 EUR	31/12/2015 EUR
1. Cash-flow résultant de l'activité courante		
Résultat de l'exercice avant postes exceptionnels	51 263,78	129 668,65
Augmentation (+) / Diminution (-) des provisions	-145 048,00	254 345,87
Diminution (+) / Augmentation (-) des créances clients et d'autres actifs qui ne sont pas à imputer aux activités d'investissement ou de financement	4 846 273 952,31	-6 663 046 827,85
Variation des impôts différés actifs	-4 032,77	-15 830,85
Diminution (-) / Augmentation (+) des dettes fournisseurs et d'autres passifs qui ne sont pas à imputer aux activités d'investissement ou de financement	-4 846 009 822,61	6 663 337 648,63
Cash-flow résultant de l'activité courante	166 312,72	659 004,45
2. Ressources financières à la fin de l'exercice		
Variation des ressources financières ayant une incidence sur les flux financiers	166 312,72	659 004,45
Ressources financières au début de l'exercice	580 102,34	-78 902,11
Ressources financières à la fin de l'exercice	746 415,06	580 102,34
3. Composition des ressources financières		
Liquidités	746 415,06	580 102,34

Indications complémentaires au 30.06.2016 conformément au n°52 de la DRS-2 :

- a) Les créances exigibles au jour le jour / dettes à l'égard de l'associée sont comptabilisées dans les ressources financières.
- b) La définition des ressources financières n'a pas été modifiée par rapport à l'exercice précédent.
- c) Le portefeuille des ressources financières correspond au poste Dépôts bancaires qui figure sous les Créances envers les entreprises liées - Autres créances.
- d) Dans la période sous revue, aucune opération d'investissement et de financement significative et sans incidence sur les flux financiers n'a été effectuée.
- e) Dans la période faisant l'objet de la vérification, la Société n'a acheté ou vendu aucune entreprise.

Société Générale Effekten GmbH

Tableau des variations des capitaux propres

	Capital souscrit	Capital généré	Capitaux propres
Etat au 01.01.2015	25 564,59	1 008 056,34	1 033 620,93
Distributions de dividendes	-	-	-
Autres variations	-	-	-
Bénéfice net de l'exercice	-	129 668,65	129 668,65
Etat au 31.12.2015	25 564,59	1 137 724,99	1 163 289,58
Etat au 01.01.2016	25 564,59	1 137 724,99	1 163 289,58
Distributions de dividendes	-	-	-
Autres variations	-	-	-
Bénéfice net de l'exercice	-	51 263,78	51 263,78
Etat au 30.06.2016	25 564,59	1 188 988,77	1 214 553,36

Nous assurons en notre âme et conscience que les comptes intermédiaires au 30.06.2016 donnent une image fidèle de l'actif, de la situation financière et des résultats de la Société, en respectant les principes de comptabilité régulière, et que le rapport de gestion présente l'évolution des affaires, y compris le résultat d'exploitation, et la situation de la Société Générale Effekten GmbH de manière à en donner une image correspondant à la situation réelle, et décrit les chances et les risques liés à l'évolution future.

Francfort sur-le-Main, le 31 août 2016

Société Générale Effekten GmbH

Jean-Louis Jégou

Helmut Höfer

Rainer Welfens